

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2327

[2005/202269]

20 JULI 2005. — Decreet houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, met de Protocolen gehecht aan het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, met zijn Bijlagen en Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, de Protocolen gehecht aan het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, zijn Bijlagen en de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004, zullen volkomen gevolg hebben.

De amendementen bij het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa die zullen worden aangenomen op grond van de artikelen I-32 § 5, I-40 § 7, I-55 § 4, III-167 § 2 (c), III-184 § 13, III-187 § 3, III-210 § 3, III-234 § 2, III-243, III-269 § 3, III-271 § 1, III-274 § 4, III-300 § 3, III-381, III-393, III-422 en IV-444, alsook van artikel 5 van het Protocol nr. 8 en van artikel 10 van het Protocol nr. 9, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2004-2005.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 123-1. — Verslag, nr. 123-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2328

[2005/202378]

15 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la consultation publique visée à l'article 94 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 94;

Vu l'avis n° 37.353/4 du Conseil d'Etat donné le 2 juillet 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre en charge de l'Audiovisuel;

Après délibération du 15 juillet 2005;

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Décret : le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;

2° Collège d'autorisation et de contrôle : le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, visé à l'article 131 du décret.

Art. 2. Lorsqu'en exécution de l'article 90 du décret, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à la définition des marchés géographiques pertinents ainsi que des marchés pertinents des réseaux, il organise préalablement à sa décision les consultations visées à l'article 94 et le cas échéant à l'article 95 du décret. Pour ce faire, le président du collège peut désigner un ou plusieurs rapporteurs parmi les membres du collège, chargés d'organiser la consultation publique et de proposer un projet de décision.

Sans préjudice des procédures de concertation entre autorités réglementaires nationales belges, dans le mois qui suit le lancement de la consultation publique, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie le projet de décision à la Commission européenne et aux autorités réglementaires nationales des Etats membres de l'Union européenne. Il prend en considération les observations de la Commission européenne et des autorités réglementaires nationales reçues dans le délai de trois mois fixés pour la consultation publique, de même que les résultats de la procédure de consultation publique établis par le ou les rapporteurs. Ces observations et résultats sont rendus publics, sauf s'il s'agit d'informations confidentielles au sens du droit des affaires.

Le Collège d'autorisation et de contrôle prend sa décision dans le mois qui suit le terme des procédures de consultation et la notifie à la Commission européenne.

Art. 3. Après chaque détermination des marchés pertinents de réseaux, le Collège d'autorisation et de contrôle effectue une analyse de ces marchés afin de déterminer s'ils sont effectivement concurrentiels. Pour ce faire, le président du collège peut désigner un ou plusieurs rapporteurs parmi les membres de celui-ci, qui remettent leurs conclusions dans un délai de trois mois.

Art. 4. S'il constate qu'un marché pertinent n'est pas effectivement concurrentiel, le Collège d'autorisation et de contrôle soumet aux consultations visées à l'article 94 et le cas échéant 95 du décret, le projet d'identification du ou des opérateurs de réseau puissants sur ce marché et le projet d'obligations appropriées que le Collège d'autorisation et de contrôle lui ou leur imposera conformément à l'article 96. Le président du collège peut désigner un ou plusieurs rapporteurs parmi les membres du collège, chargés d'organiser la consultation publique et de proposer un projet de décision.

Dans le mois qui suit le lancement de la consultation publique, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie le projet de décision à la Commission européenne et aux autorités réglementaires nationales des Etats membres. Il prend en considération les observations de la Commission européenne et des autorités réglementaires nationales reçues dans le délai de trois mois fixés pour la consultation publique, de même que les résultats de la procédure de consultation publique établis par le ou les rapporteurs. Ces observations et résultats sont rendus publics, sauf s'il s'agit d'informations confidentielles au sens du droit des affaires et justifiées comme telles auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle prend sa décision dans le mois qui suit le terme des procédures de consultation et la notifie à la Commission européenne.

Le rapporteur est assisté dans l'exercice de sa mission, autant que de besoin, par le personnel du CSA.

Art. 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle assure un accès permanent aux documents soumis à consultation publique sur le site internet du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Il les communique à tous les membres effectifs et suppléants du Collège d'avis, à tous les éditeurs de services, distributeurs de services et opérateurs de réseaux, ainsi qu'à toute personne physique ou morale qui en fait la demande expresse.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut également rendre public le ou les documents selon tout autre moyen qu'il juge utile.

Art. 6. Sauf s'il s'agit d'informations confidentielles justifiées comme telles auprès du Collège d'autorisation et de contrôle, les contributions à la consultation publique sont publiées sur le site internet du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et selon tout autre moyen qu'il juge utile. Elles sont également communiquées à toute personne physique ou morale qui en fait la demande expresse.

Art. 7. Lorsqu'un différend survient, en ce qui concerne les obligations du décret, entre les entreprises assurant la fourniture de réseaux, le collège d'autorisation et de contrôle peut engager, à la demande de l'une des parties, une procédure de conciliation.

La saisine, adressée au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel par courrier recommandé, indique les faits à l'origine du différend et contient toutes informations utiles. Le président informe, par courrier recommandé, les parties concernées de l'ouverture d'une procédure de conciliation. Le président peut désigner un ou plusieurs rapporteurs parmi les membres du Collège d'autorisation et de contrôle chargés de recueillir les positions et observations des parties et de proposer une solution qu'ils soumettent aux parties concernées. Il informe le collège de l'issue de la procédure de conciliation.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. La Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2005.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2328

[2005/202378]

15 JULI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de openbare raadpleging bedoeld in artikel 94 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 94;

Gelet op het advies nr. 37.353/4 van de Raad van State gegeven op 2 juli 2004, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met de Audiovisuele sector;

Na beraadslaging van 15 juli 2005,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Decreet : het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

2^o College voor vergunning en controle : het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, bedoeld in artikel 131 van het decreet.

Art. 2. Wanneer bij uitvoering van artikel 90 van het decreet, het College voor vergunning en controle de relevante geografische markten alsmede de relevante netwerkmarkten bepaalt, organiseert het vooraleer een beslissing te nemen de raadplegingen bedoeld in artikel 94 en in voorkomend geval in artikel 95 van het decreet. Daartoe kan de voorzitter van het college één of meerdere rapporteur(s) aanstellen onder de leden van het college, belast met het organiseren van de openbare raadpleging en het voorstellen van een ontwerp van beslissing.

Onverminderd de procedures voor het overleg tussen de Belgische nationale regelgevende instanties, binnen de maand volgend op het begin van de openbare raadpleging, deelt het College voor vergunning en controle het ontwerp van beslissing mee aan de Europese commissie en aan de nationale regelgevende instanties van de lidstaten van de Europese unie. Het College neemt de opmerkingen van de Europese commissie en van de nationale regelgevende instanties gekregen binnen de termijn van drie maanden vastgesteld voor de openbare raadpleging, alsmede de resultaten van de procedure voor de openbare raadpleging opgesteld door de rapporteur(s) in aanmerking. Die opmerkingen en resultaten worden openbaar gemaakt, behalve als het gaat om vertrouwelijke informatie in de zin van het bedrijfsrecht.

Het College voor vergunning en controle neemt zijn beslissing binnen de maand volgend op het einde van de procedures voor raadpleging en deelt die mee aan de Europese commissie.

Art. 3. Na elke bepaling van de relevante netwerkmarkten onderzoekt het College voor vergunning en controle die markten teneinde te bepalen of ze effectief concurrentieel zijn. Daartoe kan de Voorzitter van het College één of meerdere rapporteur(s) aanstellen onder de leden van dat college, die hun conclusies binnen een termijn van drie maanden meedelen.

Art. 4. Als het college vaststelt dat een relevante markt niet effectief concurrentieel is, legt het College voor vergunning en controle het project voor de identificatie van de marktmachtige netwerkexploitant(en) en het project van aangepaste obligaties dat hem of hen door het College voor vergunning en controle, belast met het organiseren van de openbare raadpleging en van het voorstellen van een beslissing, zal opgelegd worden overeenkomstig artikel 96, voor aan de raadpleging bedoeld in artikel 94 en in voorkomend geval artikel 95 van het decreet.

Binnen de maand volgend op het begin van de openbare raadpleging deelt het College voor vergunning en controle zijn ontwerp van beslissing mee aan de Europese commissie en aan de nationale regelgevende instanties van de lidstaten. Het College neemt de opmerkingen van de Europese commissie en van de nationale regelgevende instanties die binnen de termijn van drie maanden vastgesteld voor de openbare raadpleging ontvangen zijn alsmede de resultaten van de openbare raadplegingsprocedure opgesteld door de rapporteur(s), in aanmerking. Die opmerkingen en resultaten worden openbaar gemaakt behalve als het gaat om vertrouwelijke informatie in de zin van het bedrijfsrecht en gewettigd als dusdanig bij het College voor vergunning en controle.

Het College voor vergunning en controle neemt zijn beslissing binnen de maand volgend op het einde van de raadplegingsprocedures en deelt die aan de Europese commissie mee.

De rapporteur wordt voor de uitoefening van zijn opdracht zo nodig bijgestaan door het personeel van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector.

Art. 5. Het College voor vergunning en controle verzekert een permanente toegang tot de documenten onderworpen aan de openbare raadpleging op de website van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector. Het deelt ze mee aan alle werkende en plaatsvervangende leden van het College voor advies, aan alle dienstuitgevers, dienstverleners en netwerkexploitanten, alsmede aan elke natuurlijke of rechtspersoon die er uitdrukkelijk om vraagt.

Het College voor vergunning en controle kan eveneens het of de document(en) openbaar maken volgens elk ander middel dat het nuttig acht.

Art. 6. Behalve als het gaat om vertrouwelijke informatie als dusdanig gerechtvaardigd bij het College voor vergunning en controle, worden de bijdrage aan de openbare raadpleging gepubliceerd op de website van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector en door elk ander middel dat het nuttig acht. De informatie wordt eveneens meegedeeld aan elke natuurlijke of rechtspersoon die er uitdrukkelijk om vraagt.

Art. 7. Wanneer er een geschil is betreffende de verplichtingen van het decreet, tussen de ondernemingen die instaan voor de levering van de netwerken, kan het College voor vergunning en controle op de aanvraag van een van de partijen een bemiddelingsprocedure starten.

De aanhangmaking die per aangetekend schrijven aan de voorzitter van de Hoge raad voor de audiovisuele sector wordt meegedeeld, vermeldt de feiten die aan de basis liggen van het geschil en bevat alle nuttige informatie. De voorzitter informeert per aangetekend schrijven de betrokken partijen over het starten van een bemiddelingsprocedure. De voorzitter kan een of meerdere rapporteur(s) aanstellen onder de leden van het College voor vergunning en controle belast met het opnemen van de standpunten en opmerkingen van de partijen en met het voorstellen van een oplossing die zij aan de betrokken partijen voorleggen. Het informeert het College over het resultaat van de bemiddelingsprocedure.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wier bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
F. LAANAN